

Il y a urgence MAINTENANT, SORTIR DE L'UNION EUROPEENNE !

Le système capitaliste est entré dans une crise sans précédent. La France est en récession. Pour le deuxième semestre 2008 sont annoncées 100 000 suppressions d'emplois dans le secteur marchand, des dizaines et dizaines de milliers de licenciements dans l'industrie, des dizaines de milliers de suppressions d'emplois dans la Fonction publique.

Dans tout le pays, les travailleurs, les élus, les militants sont confrontés à une question : comment sauver la population du désastre ? Comment préserver les emplois, les acquis, les services publics ? Comment forger l'unité sur les revendications vitales de la population ?

▶ L'Union européenne, pour renflouer les spéculateurs, vient d'injecter en quinze jours 931 milliards d'euros prélevés sur les fonds publics des Etats. Et le gouvernement annonce un véritable plan de pillage des ressources de la nation, de saccage des droits de la population laborieuse, tout en décidant de poursuivre et d'amplifier l'engagement militaire en Afghanistan.

▶ Pour les semaines à venir, le gouvernement veut imposer des contre-réformes dans tous les domaines :

- Budget qui se caractérise notamment par plus de 30 000 suppressions de postes de fonctionnaires.
- Le projet de loi Bachelot "*Hôpital-patients-santé-territoires*" conduit, via les ARS (Agences régionales de santé), à la destruction de la Sécurité sociale de 1945, à la casse de l'Hôpital public, à la privatisation et à la remise en cause du principe républicain d'égalité en droit au libre accès aux soins pour tous.
- Nouvelle étape de la réforme de l'Etat par la mise en cause de l'existence des départements issus de la Révolution française, allant vers la création de 7 « super régions » européennes.
- Contre-réforme Darcos des lycées, menaçant l'existence du bac comme examen national anonyme. Marche à la privatisation de l'enseignement supérieur et de la recherche.
- Après la suppression de deux heures d'enseignement aux élèves des écoles maternelles et élémentaires, c'est la liquidation de 3 000 postes d'enseignants spécialisés, la transformation des écoles en « *établissements publics d'enseignement primaire* », disloquant l'école publique.
- Privatisation de la Poste en application des directives européennes d'ouverture à la concurrence.
- Dans la fonction publique, la loi sur la mobilité permet le licenciement direct des fonctionnaires.
- Le projet de loi Boutin vise à priver les travailleurs du droit aux HLM.

L'unité sur les revendications est la question centrale

Le Parti ouvrier indépendant a été fondé le 15 juin 2008. Les 4 et 5 octobre, les délégués de ses comités départementaux et les membres du bureau national se sont réunis en conseil fédéral national.

Ils ont décidé d'informer tous les travailleurs du pays de ce nouveau fait révoltant :

▶ **L'Assemblée nationale refuse d'enregistrer la proposition de loi déposée le 2 octobre par le député du Nord, Jean-Jacques Candelier, pour le retour au monopole public de la Poste.** C'est une décision anti-démocratique. Cette proposition de loi, déposée à la demande du comité de défense de la poste de Roquebrun (Hérault), a été contresignée par plus de 2 300 élus dans tout le pays. L'Assemblée nationale refuse de l'enregistrer au motif que l'article 1^{er} de ce projet de loi rejette les directives européennes postales !

▶ **Ainsi donc, il serait interdit de remettre en cause la loi européenne, « supérieure » à la loi française !**

Au même moment, la « commission Ailleret », mise en place par le président de la République, a commencé ses travaux. Elle réunit les représentants de tous les partis politiques, y compris de l'opposition, PS et PCF, et de toutes les organisations syndicales. Elle a pour mission de présenter un rapport permettant « *l'ouverture de la poste à la concurrence au 1^{er} janvier 2011 en application des directives européennes* ».

► Ainsi donc, en France, en 2008, il est interdit de déposer une proposition de loi qui remet en cause les directives européennes, et la seule « discussion » autorisée pour les organisations qui représentent la classe ouvrière, serait l'organisation de la mise en œuvre des directives européennes qui détruisent le service public.

Nous posons la question : est-ce acceptable ? Dans quelle sorte de démocratie sommes-nous ? Ce carcan imposé par l'Union européenne n'est-il pas la source du blocage qui frappe tout le pays ?

Peut-il y avoir une solution positive, conforme aux besoins de la population et de la démocratie, si les organisations restent prisonnières de ce carcan antidémocratique des institutions de Maastricht ?



► Réuni ces 4 et 5 octobre, le conseil fédéral national du Parti ouvrier indépendant (POI) fait sienne la déclaration du 30 septembre de ses quatre secrétaires nationaux, qui « appelle à lutter contre l'union sacrée, pour l'indépendance du mouvement ouvrier et pour la démocratie. (...) Face aux gouvernements soumis aux banquiers, aux spéculateurs et aux diktats de l'Union européenne, le POI appelle à lutter pour un gouvernement qui gouverne pour le travail, pas pour le capital. Un gouvernement qui confisquerait purement et simplement les avoirs des banques et institutions de crédit faillies, sans la moindre indemnité ni rachat. (...) »

► Le conseil fédéral national lance un appel aux travailleurs, militants, jeunes de toutes tendances pour préparer ensemble la **conférence de délégués pour l'unité qui va se réunir le 7 décembre prochain.**

Cette conférence aura pour but de débattre des moyens par lesquels, au-delà des différences d'opinions légitimes au sein du mouvement ouvrier et démocratique, il est possible d'avancer vers des réponses positives.

Il s'agit d'aider les travailleurs à surmonter les obstacles, à préserver l'indépendance du mouvement ouvrier, à forger l'unité sur les revendications vitales de la population.



Chacun le constate, la source de toutes les tentatives de museler la démocratie, d'imposer les privatisations et de démanteler les droits acquis de la population, ce sont les directives européennes.

Le conseil fédéral national du POI propose qu'à l'occasion des élections européennes, et sous une forme qui reste à déterminer, la plus large campagne soit menée dans tout le pays pour dire clairement :

A bas la dictature européenne !

Ce mot d'ordre, c'est celui des marins-pêcheurs conduits à la ruine par les directives de Bruxelles. Le POI s'adresse à tous ceux qui partagent ce cri de révolte :

Toute la population est menacée. Pour sauver la population, il est indispensable de sortir de l'Union européenne, d'abroger les traités de Maastricht, Nice, Amsterdam et de rejeter le traité de Lisbonne.

Là est la condition pour la construction d'une authentique union libre des peuples et des nations libres de toute l'Europe.

Nous appelons à verser à un fonds spécial afin de financer une vaste campagne de mobilisation pour la sortie de l'Union européenne, pour la rupture avec Maastricht et Amsterdam, pour l'union libre des peuples et des nations d'Europe.

Prénom et nom	Adresse	Je m'associe à cet appel	Je verse (chèques à l'ordre de AFPOI)

**Le Parti ouvrier indépendant (POI) informe qu'au mois de février, à Paris, se tiendra un grand meeting européen internationaliste, avec des représentants des organisations ouvrières de tout le continent, sur le mot d'ordre commun :
RESPECT DES DROITS ET DE LA DEMOCRATIE DE TOUS LES PEUPLES ET TOUTES LES NATIONS D'EUROPE
NON A L'UNION EUROPEENNE ! OUI A L'UNION LIBRE DES PEUPLES ET DES NATIONS D'EUROPE !**